



L'Inde en quête d'émancipation économique face à la Chine



Sylvia MALINBAUM

Centre Asie

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteurice.

ISBN : 979-10-373-0974-7

© Tous droits réservés, Ifri, 2025

Couverture : Le Premier ministre indien Modi rencontre le président chinois Xi, Kazan, Tatarstan, Russie – 23 octobre 2024 © Pib/Press Information/Planet Pix via ZUMA Press Wire/Shutterstock

Comment citer cette publication :

Sylvia Malinbaum, « L’Inde en quête d’émancipation économique face à la Chine », *Asie.Visions*, n° 145, Ifri, janvier 2025.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Asie.Visions

L'Asie, et son pendant maritime l'Indo-Pacifique, émergent comme le centre névralgique des relations internationales contemporaines, du fait de leur poids économique et commercial, technologique, démographique, militaire, et donc politique. À travers sa collection *Asie.Visions*, le Centre Asie de l'Ifri explore cette vaste région via ses facettes politique, économique, sécuritaire et sociale et selon des échelles locale, nationale, régionale ou internationale, alternant les approches aréales, thématiques et sectorielles. Le Centre Asie mobilise pour ce faire ses propres chercheurs ainsi qu'un réseau d'experts internationaux, souvent basés en Asie. La collection *Asie.Visions* vise ainsi à jeter un pont entre l'Asie et l'Europe en offrant des perspectives croisées et originales.

Comité de rédaction

Rédacteur en chef : Marc Julienne

Équipe éditoriale : Sylvia Malinbaum, Isabelle Saint-Mézard, Céline Pajon, John Seaman

Auteur

Sylvia Malinbaum est chercheuse, responsable de la recherche sur l'Inde et l'Asie du Sud au Centre Asie de l'Ifri. Avant de rejoindre l'Ifri en 2024, elle travaillait pour la Direction générale du Trésor du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, en tant que conseillère financière adjointe auprès du service économique régional pour l'Asie du Sud de l'ambassade de France en Inde. Basée au consulat de France à Bombay, elle était chargée de la coopération économique entre la France et l'Inde de l'Ouest, et accompagnait les entreprises françaises intéressées par le marché indien.

Sylvia a travaillé sept ans à la Direction générale du Trésor exclusivement dans des postes à l'étranger au Kenya puis Égypte, avant l'Inde. Elle est diplômée d'un master en management de l'ESCP Business School, après deux années de classes préparatoires au lycée Louis-Le-Grand.

Résumé

En 2020, l'épidémie de Covid-19 et les affrontements meurtriers dans la vallée de Galwan, à la frontière himalayenne entre la Chine et l'Inde, ont mis en évidence les dépendances économiques de l'Inde vis-à-vis de la Chine et les enjeux de souveraineté qui en découlent. Ces dépendances se manifestent sur trois fronts : commercial, technologique et financier.

L'Inde dépend des importations chinoises pour une large gamme de biens industriels, ce qui limite la croissance de ses entreprises locales et aggrave son déficit commercial. Par ailleurs, le pays est tributaire des technologies chinoises dans des secteurs stratégiques comme l'énergie, les télécommunications et les semi-conducteurs, soulevant des préoccupations sécuritaires. Enfin, certains investissements chinois, en particulier dans les start-ups indiennes du numérique, sont désormais considérés comme une vulnérabilité stratégique.

Après l'incident de Galwan, l'Inde a mis en place toute une série de mesures pour réduire ces vulnérabilités, telles que des restrictions sur les investissements frontaliers et l'exclusion des entreprises chinoises des marchés publics. En parallèle, le gouvernement indien a lancé des initiatives comme *Atmanirbhar Bharat* (« Inde autosuffisante »), pour renforcer l'autonomie économique du pays en stimulant la production locale.

Pour limiter ses dépendances au rival chinois, l'Inde s'efforce également de renforcer et de diversifier ses partenariats économiques. Ces dernières années, elle a signé plusieurs accords commerciaux de libre-échange avec des pays tels que l'Australie et les Émirats arabes unis, tout en intensifiant sa coopération technologique avec les pays du Quad (Australie, Japon, États-Unis), la France, Taïwan, Israël et l'Union européenne. Malgré ces initiatives, l'Inde peine encore à attirer des investissements substantiels et à acquérir des technologies de pointe, en raison notamment de la faible compétitivité de son industrie par rapport à des pays comme la Chine ou les nations de l'ASEAN.

Abstract

In 2020, the Covid-19 epidemic and the deadly clashes in the Galwan Valley, on the Himalayan border between China and India, underscored India's economic dependence on China and the resulting sovereignty issues. These dependencies manifest in three key areas: commercial, technological and financial.

India relies on Chinese imports for a wide range of industrial goods, which limits the growth of its domestic companies and exacerbates its trade deficit. Additionally, the country depends on Chinese technologies in strategic sectors such as energy, telecommunications and semiconductors, raising significant security concerns. Furthermore, certain Chinese investments, particularly in Indian digital start-ups, are now viewed as strategic vulnerabilities.

In response to the Galwan incident, India introduced measures aimed at reducing these vulnerabilities, including restrictions on border investments and the exclusion of Chinese companies from public contracts. At the same time, the Indian government launched initiatives such as “Atmanirbhar Bharat” (“Self-sufficient India”) to enhance the country's economic autonomy by promoting domestic production.

To lessen its dependence on rival China, India is also working to strengthen and diversify its economic partnerships. In recent years, it has signed several free-trade agreements with countries like Australia and the United Arab Emirates, while intensifying technological cooperation with the Quad countries (Australia, Japan, and the USA), as well as France, Taiwan, Israel and the European Union. Despite these efforts, India continues to struggle with attracting substantial investment and acquiring cutting-edge technologies, primarily due to the relatively low competitiveness of its industry compared to countries like China and those in Southeast Asia.

Sommaire

INTRODUCTION	7
LE PIEGE DES DEPENDANCES : COMMERCE, TECHNOLOGIES ET CAPITAUX CHINOIS EN INDE	9
Un déficit commercial croissant, miroir d'un profond déséquilibre industriel	9
Quand les nouvelles technologies accentuent les dépendances	12
Investissements chinois, le moteur caché de la tech indienne	14
LA NOUVELLE STRATEGIE DE SECURITE ECONOMIQUE DE L'INDE : AUTONOMIE ET DIVERSIFICATION	16
Réduire l'influence économique chinoise : le bilan des politiques nationales mises en place après Galwan	16
À la recherche de partenaires alternatifs : l'Inde élargit ses horizons....	22
CONCLUSION	32

Introduction

« The India-China relationship is now truly at a crossroads. [...] Choices that are made will have profound repercussions, not just for the two nations but for the entire world.¹ »

Le 23 octobre 2024, en marge du sommet des BRICS à Kazan, en Russie, le Premier ministre indien Narendra Modi et le président chinois Xi Jinping ont tenu leur première rencontre bilatérale formelle depuis cinq ans, sous les auspices du président Poutine. Cette rencontre a amorcé un réchauffement entre les deux géants asiatiques, dont la relation s'était fortement détériorée depuis juin 2020 et l'accrochage meurtrier entre les forces armées chinoises et indiennes sur la frontière, dans la vallée de Galwan.

Premier affrontement létal entre les deux nations depuis 1975, les combats de Galwan² ont marqué un tournant dans les relations sino-indiennes. Il en a résulté une dégradation significative de la relation bilatérale, caractérisée par un durcissement des politiques économiques indiennes à l'égard de la Chine, une militarisation renforcée de la ligne de contrôle effectif³ (*Line of Actual Control*, LAC) qui sépare les territoires contrôlés respectivement par l'Inde et par la Chine, et l'impasse des négociations frontalières.

La veille de la rencontre d'octobre 2024 entre Modi et Xi à Kazan, Delhi a annoncé avoir trouvé un accord avec Pékin concernant les patrouilles le long de la LAC. Le lendemain, la poignée de main entre les deux dirigeants lors du sommet des BRICS a confirmé ce dégel diplomatique, qui reste toutefois fragile. Le ministre indien des Affaires étrangères, S. Jaishankar, a affirmé que « le désengagement [chinois] a été entièrement réalisé au Ladakh oriental⁴ », mais des doutes persistent sur la réalité des territoires conquis par la Chine, coutumière de la politique du « fait accompli ».

1. S. Jaishankar, *Why Bharat Matters*, New Dehli, Rupa Publication, 2024.

2. Cet incident a fait vingt victimes côté indien, tandis que la Chine a reconnu la mort de quatre de ses soldats, bien que le bilan réel soit probablement plus élevé.

3. Cette ligne correspond peu ou prou à la ligne de cessez-le-feu de 1962 qui fait suite à une guerre éclair, déclenchée par la Chine en 1962 et à l'issue de laquelle elle a récupéré l'Aksai Chin.

4. Déclaration du ministre des Affaires extérieures à la Lok Sabha du 3 décembre 2024, disponible sur : www.mea.gov.in.

Bien qu'il soit encore trop tôt pour juger de la pérennité du mouvement de désescalade enclenché à Kazan – l'épineuse question frontalière étant loin d'être résolue –, on peut s'interroger sur les raisons qui ont motivé ce dégel diplomatique.

Si des facteurs politiques, militaires et géopolitiques peuvent également expliquer cette détente, la forte dépendance de l'Inde vis-à-vis des biens, technologies et capitaux chinois a probablement joué un rôle déterminant dans cette volonté de rapprochement. Cette note de recherche propose d'apporter un éclairage économique sur les liens de dépendance de l'Inde vis-à-vis de la Chine et sur la stratégie mise en place par Delhi pour s'y soustraire. Il s'agira d'abord d'analyser la nature et l'évolution des diverses dépendances économiques, souvent imbriquées, qu'elles soient commerciales, technologiques ou financières. Puis on examinera les différentes politiques mises en place par l'Inde depuis 2020, pour renforcer son indépendance économique face à son voisin.

Le piège des dépendances : commerce, technologies et capitaux chinois en Inde

Le creusement du déficit commercial entre l'Inde et la Chine traduit l'écart existant entre l'industrie indienne encore peu développée et celle chinoise très compétitive. La course aux nouvelles technologies accentue encore ce fossé. Parallèlement, les investissements chinois ont largement soutenu l'essor de la tech indienne et nourri divers secteurs industriels clés. Cette triple dépendance fragilise la balance commerciale de l'Inde et menace sa souveraineté économique.

Un déficit commercial croissant, miroir d'un profond déséquilibre industriel

En 2024, la Chine est redevenue le premier partenaire commercial de l'Inde, devant les États-Unis⁵. Mais cette relation est fortement asymétrique. Les Chinois exportent principalement des biens industriels (machinerie, électronique, produits chimiques) et importent essentiellement des produits de base, à faible valeur ajoutée (pétrole raffiné, produits issus de l'élevage et de l'agriculture, minerais, produits chimiques).

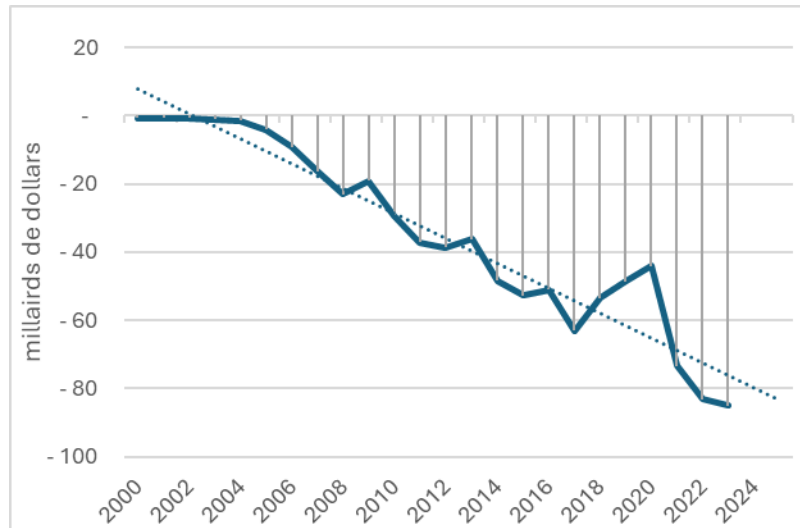
Cette situation est l'aboutissement d'une forte dégradation de la relation commerciale ces vingt dernières années, avec un déficit au bénéfice de la Chine qui n'a cessé de se creuser, passant de 671 millions de dollars en 2000⁶ à 85 milliards de dollars en 2023⁷. Quinze pourcents des importations indiennes sont désormais d'origine chinoise, contre seulement trois pourcents avant l'entrée de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce en 2001.

5. Ministère du Commerce et de l'Industrie indien, Département du Commerce. Données disponibles uniquement sur la période allant d'avril à octobre 2024. Jusqu'en 2020, la Chine était le principal partenaire commercial de l'Inde, à l'exception de l'année 2019 où les États-Unis l'avaient surpassée, avant de céder finalement sa place aux États-Unis.

6. Dans cette sous-partie, l'année n correspond à l'année budgétaire indienne qui s'étend du 1^{er} avril au 31 mars de l'année n+1.

7. Ministère du Commerce et de l'Industrie indien, *op. cit.*

Graphique 1 : Évolution du déficit commercial vis-à-vis de la Chine



Source : ministère du Commerce et de l'Industrie indien, département du Commerce, données consolidées par l'autrice.

L'industrie indienne, dans l'ombre de la Chine

Cette asymétrie croissante dans les relations commerciales sino-indiennes reflète le retard de l'industrie indienne et de ses petites et moyennes entreprises (PME), comme en témoigne l'importation massive de certains produits à faible valeur ajoutée comme les jouets ou les vêtements.

Mais le creusement du déficit commercial (*cf.* graphique 1) entre l'Inde et la Chine s'explique surtout par l'importation croissante de biens industriels, qu'il s'agisse de produits manufacturés (machines, téléphones mobiles, ordinateurs, électroménager) ou de composants industriels, indispensables au bon fonctionnement de l'industrie indienne. Cette forte dépendance rend l'industrie indienne vulnérable à toute rupture d'approvisionnement en produits chinois.

Au total, 30 % des biens industriels indiens sont aujourd'hui importés de Chine, contre 21 % il y a quinze ans. La dépendance à la Chine est particulièrement forte dans quatre secteurs industriels : l'électronique (avec 38 % des biens importés venant de Chine), la machinerie (40 %), la chimie et la pharmaceutique (29 %) et le textile (42 %)⁸.

La Chine fournit par exemple de nombreux composants électroniques à l'industrie indienne (semi-conducteurs, circuits intégrés, diodes, etc.), mais aussi divers produits chimiques utilisés dans la fabrication des plastiques, des textiles ou dans l'industrie automobile. L'Inde importe des fibres et des tissus synthétiques nécessaires à son industrie textile ainsi

8. « An Examination of India's Growing Industrial Sector Imports from China », Global Trade Research Initiative (GTRI), décembre 2024.

qu'une grande partie de ses engrais, utilisés dans l'agriculture. Les industries indiennes dépendent aussi de l'importation de plusieurs métaux et minerais chinois (aluminium, acier, cuivre, terres rares).

La forte dépendance du secteur pharmaceutique indien (une des industries les plus dynamiques du pays) aux intrants chinois est problématique. La Chine fournit en effet à l'Inde 70 à 80 % de ses principes pharmaceutiques actifs (*Active Pharmaceutical Ingredients*, API). Cette dépendance expose aussi indirectement les États-Unis, dont 40 % des médicaments génériques sont fabriqués en Inde.

L'industrie chinoise ou la compétitivité à tout prix

Le déséquilibre commercial entre l'Inde et la Chine reflète également la forte compétitivité des biens chinois dans un marché indien très sensible aux prix.

L'Inde accuse régulièrement la Chine de *dumping* dans plusieurs secteurs stratégiques, comme celui des API, de l'acier, du textile ou encore des panneaux solaires, où la Chine détient une part de marché dominante grâce à ses faibles coûts de production, lesquels sont rendus possibles par les subventions publiques octroyées aux entreprises du secteur.

Pour Delhi, cette concurrence déloyale rend difficile l'émergence de filières industrielles locales pouvant offrir des produits compétitifs et menace directement ses PME. La concurrence chinoise met aussi en péril des filières existantes, comme la filière de production locale d'API qui a connu un déclin significatif.

Pour protéger son industrie, le gouvernement indien a imposé des droits de douane anti-*dumping*, qui s'ajoutent aux droits de douane déjà existants, sur l'importation des produits les plus exposés (produits chimiques, verre, métaux, plastique, équipement électronique, textile, engrais, caoutchouc). En amont, l'Inde conduit des enquêtes anti-*dumping* pour documenter les pratiques de *dumping* et déterminer leur impact sur les industries locales. Sur les 43 enquêtes anti-*dumping* ouvertes (ou réouvertes) par la Direction générale des recours commerciaux (*Directorate General of Trade Remedies*, DGTR) en 2024, 34 visaient la Chine⁹.

L'Inde reproche par ailleurs à la Chine de ne pas jouer le jeu de la réciprocité commerciale, les accords commerciaux signés entre 2006 et 2015¹⁰ ayant surtout bénéficié à la Chine, qui a quant à elle refusé d'ouvrir

9. R. Jayaswal, « At 79%, China has Most Cases of Dumping Cheap Products in India: Data », *The Hindustan Times*, 16 décembre 2024, disponible sur : www.hindustantimes.com.

10. Parmi ces accords, on peut mentionner l'accord de coopération commerciale et économique de 2006, visant à améliorer l'accès aux marchés respectifs, ainsi que le Memorandum d'accord de 2013 sur la coopération en matière d'investissements, destiné à promouvoir les investissements réciproques.

son marché aux biens indiens les plus compétitifs (médicaments, denrées agricoles, services IT).

Ces préoccupations expliquent le refus de l'Inde de rejoindre le Partenariat régional économique global (RCEP), un accord de libre-échange regroupant quinze pays de l'Asie-Pacifique, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2022. Selon l'analyste Saurabh Todi, l'Inde réclamait trois garanties, qu'elle n'a pas obtenues, pour rejoindre le RCEP : la mention du contournement des règles d'origine (en particulier par la Chine), l'inclusion d'un accord équitable pour traiter la question des déficits commerciaux et la libéralisation des échanges de services¹¹.

Quand les nouvelles technologies accentuent les dépendances

L'accélération du développement de nouvelles technologies (IA, semi-conducteurs, technologies vertes), et la position prépondérante de la Chine dans leurs chaînes de production, accroît la dépendance de l'Inde, en particulier dans l'énergie, les télécommunications et l'électronique.

Un enjeu de sécurité énergétique

Les entreprises chinoises ont acquis des parts de marché significatives dans le secteur de l'énergie. Entre 2006 et 2019, elles auraient remporté pour 16 milliards de dollars de projets dans le secteur, essentiellement des centrales à charbon¹². Les Indiens ont largement bénéficié de l'expertise et des équipements chinois dans ce domaine (générateurs, turbines). L'exposition du secteur à la Chine reste donc forte, alors que les trois quarts de l'électricité indienne est générée par le charbon.

La transition verte risque d'exacerber cette dépendance. Les cellules photovoltaïques et les *wafers*, essentiels à la fabrication des panneaux solaires, proviennent majoritairement de Chine. Si des entreprises indiennes se lancent dans la production locale de panneaux solaires, 70 % de leurs équipements sont encore importés de Chine¹³. L'Inde importe par ailleurs de Chine les trois quarts de ses batteries lithium-ion¹⁴ pour ses véhicules électriques. Enfin, à l'instar de nombreux pays, elle dépend de la Chine pour plusieurs ressources stratégiques essentielles à la transition énergétique, telles que le lithium, les terres rares et le graphite.

11. S. Thodi, « Le futur de la rivalité sino-indienne », *Le Grand Continent*, 24 janvier 2024.

12. « China Global Investment Tracker », The American Enterprise Institute, disponible sur : www.aei.org.

13. C. Jaffrelot, « What Make in India has Brought to China », *The Wire*, 12 octobre 2024, disponible sur : thewire.in.

14. Ministère du Commerce et de l'Industrie indien, *op. cit.*

Les restrictions chinoises à l'exportation de gallium et de germanium, qui ont affecté l'Inde fin 2023, ont rappelé l'enjeu sécuritaire associé à cette dépendance. Le problème est aussi économique puisque la dépendance aux technologies vertes risque d'alourdir sensiblement la facture des importations dans les prochaines années. Pour atteindre son objectif de 500 GW d'énergies renouvelables (EnR) d'ici 2030, l'Inde devra intégrer entre 65 à 70 GW d'EnR additionnelles chaque année à son réseau. Selon le GTRI, un *think tank* indien dédié à l'analyse des politiques commerciales, « cet objectif pourrait faire monter le coût d'importation des panneaux solaires à 30 milliards de dollars par an¹⁵ ».

Les technologies électroniques et de télécommunications, dominées par les entreprises chinoises

Dans le secteur des télécommunications, des entreprises comme Huawei et ZTE ont dominé le marché indien des équipements de télécommunication pendant de nombreuses années. Ces équipements sont régulièrement pointés du doigt pour leur potentielle vulnérabilité aux cyberattaques ou opérations d'espionnage, suscitant de graves préoccupations sécuritaires.

La mainmise des marques chinoises sur un marché indien du smartphone qui représente 660 millions de personnes (soit près d'un Indien sur deux) soulève quant à elle des inquiétudes en matière de sécurité nationale, car elle pourrait permettre aux autorités chinoises d'accéder à des données sensibles. À elles seules, les marques chinoises Xiaomi, Oppo, Vivo et Realme détiennent en effet près des deux tiers du marché indien de téléphones portables¹⁶. Quant aux iPhones d'Apple, assemblés en Inde, ils dépendent en grande partie des importations de composants chinois. C'est le cas pour le conglomérat indien Tata, qui assemble des iPhones en Inde et dont 90 % des composants proviennent de Chine¹⁷.

La forte dépendance aux composants électroniques chinois, en particulier aux semi-conducteurs, dont près de 60 % sont importés de Chine, constitue aussi une vulnérabilité stratégique. Les semi-conducteurs jouent un rôle clé dans une multitude de secteurs, de l'électronique grand public à l'automobile, en passant par l'énergie et la santé. Or, en l'absence d'alternatives locales, la demande indienne en semi-conducteurs, qui progresse rapidement, amplifiera encore le phénomène de dépendance déjà à l'œuvre. L'Inde pourrait ainsi devenir le plus gros consommateur de semi-conducteurs d'ici 2030 avec 10 % de la consommation mondiale (contre 5 %

15. « Global Solar Industry in China's Iron Grip », Global Trade Research Initiative (GTRI), 21 octobre 2024.

16. Données en date de décembre 2024, issues du site StatCounter, disponible sur : gs.statcounter.com.

17. K. Hui, « Despite De-risking, China's Role in Global Smartphones Supply Chains Remains Resilient », Asia Pacific Foundation of Canada, 14 mars 2024.

aujourd'hui). Cette dépendance aux composants électroniques chinois expose dans une moindre mesure le secteur de la défense, pour certaines pièces spécifiques, et des technologies duales, en particulier les drones.

Investissements chinois, le moteur caché de la tech indienne

Les investissements chinois en Inde, bien que souvent sous-évalués dans les statistiques officielles, irriguent plusieurs secteurs de l'économie indienne. En particulier, entre 2015 et 2020, ils ont largement soutenu le secteur de la tech, contribuant à l'essor de nombreuses start-ups indiennes. Ces investissements soulèvent désormais des préoccupations sécuritaires.

Les investissements chinois fortement sous-évalués

Officiellement, le ministère indien du Commerce fait état d'un stock d'investissements chinois de 2,5 milliards de dollars¹⁸, ce qui représente moins de 1 % des investissements en Inde. Mais les statistiques officielles ne prennent pas en compte les investissements chinois transitant par des pays tiers (Maurice, Singapour, Maldives) et ne permettent pas de saisir la réalité du phénomène.

Les chiffres affichés par le *China Global Investment Tracker* (CGIT), une base de données qui suit et analyse les investissements de la Chine à travers le monde, sont bien plus élevés. Ce dernier recense près de 17 milliards de dollars d'investissements sur la période 2007-2020¹⁹.

La Chine serait donc un des principaux investisseurs pour l'Inde (avant 2020), ce que corroborent les propos du ministre indien des Affaires étrangères : « La Chine est devenue [...] une source d'investissements très importante.²⁰ »

Les investissements chinois irriguent principalement les secteurs du transport (SAIC Motor, BYD), de l'énergie (TBEA et LONGi) et de la métallurgie (Sinosteel, Minmetals et Tsingshan). Parmi les investissements les plus notables, on retrouve le rachat de Gland Pharma, une société indienne spécialisée dans la production de produits pharmaceutiques, par le géant chinois Fosun pour un milliard de dollars. Les principales marques de téléphonie mobile (Xiaomi, Oppo, Vivo, Realme) ont de leur côté investi près d'1,3 milliard de dollars dans

18. Ce montant correspond aux investissements chinois enregistrés entre avril 2000 et mars 2024.

19. « China Global Investment Tracker », *op. cit.*

20. S. Jaishankar, *Why Bharat Matters*, *op.cit.*

plusieurs sites d'assemblage où elles emploieraient, selon la Chambre de commerce chinoise en Inde, près de 200 000 salariés²¹.

Les géants du numérique chinois et le développement de la tech indienne

Mais le tiers des investissements recensés par CGIT concerne des investissements des géants chinois du numérique (Tencent, Alibaba). À partir de 2014, ces entreprises ont investi massivement dans le secteur de la tech indienne en finançant des start-ups locales pour près de cinq milliards de dollars. Au total, les investisseurs chinois ont contribué à l'émergence de 18 licornes indiennes (start-ups valorisées à plus d'un milliard de dollars), alors que l'Inde n'en comptait que 4 à leur arrivée (elle en compte 114 aujourd'hui). Parmi les succès les plus emblématiques, on trouve la plateforme de transport en ligne Ola (équivalent d'Uber), la plateforme de paiement mobile PayTm, qui recense près de 350 millions d'utilisateurs, le géant et pionnier du e-commerce Flipkart ou encore la *edtech* Byju's, qui compte plus de 100 millions d'utilisateurs.

Les investisseurs chinois ont donc joué un rôle important dans l'essor de la tech indienne à une époque où les financements de capital-risque, perçus comme risqués, étaient difficiles à obtenir pour les entrepreneurs indiens. Cependant, cette présence financière comporte aussi des risques majeurs : l'accès à une grande quantité de données privées, susceptibles d'être exploitées à des fins malveillantes, et l'utilisation de certaines plateformes comme outils d'influence pour diffuser des contenus nuisibles.

21. « Report on the Development of Chinese Enterprises in India (2021-2022) », China Chamber of Commerce in India, juin 2022, disponible sur : www.ccpit.org.

La nouvelle stratégie de sécurité économique de l'Inde : autosuffisance et diversification

Depuis plusieurs années, des voix s'élèvent en Inde contre le déséquilibre commercial avec la Chine, perçu comme un frein au développement d'une industrie nationale²². En 2020, la pandémie de Covid-19 et la crise de Galwan concomitant ont relancé une réflexion stratégique sur les dépendances économiques de l'Inde. Bien que le gouvernement, soucieux de ne pas froisser son voisin chinois, n'ait pas publié de stratégie de sécurité économique, elle existe et bel et bien, comme nous l'a confié²³ un ancien diplomate indien au mois de décembre 2024.

L'objectif est de renforcer l'autosuffisance de l'Inde (*Atmanirbhar bharat*) en favorisant l'innovation locale, la production nationale et en réduisant la dépendance aux importations, tout en stimulant la croissance économique et la création d'emplois à long terme. Pour y parvenir, l'Inde a mis en place plusieurs politiques nationales ambitieuses et cherche à établir de nouveaux partenariats industriels et technologiques avec les puissances occidentales, qui aspirent elles aussi à réduire leur propre dépendance.

Réduire l'influence économique chinoise : le bilan des politiques nationales mises en place après Galwan

Suite à l'incident de Galwan, le gouvernement indien a adopté une politique visant à protéger à court terme les secteurs stratégiques les plus vulnérables à l'influence chinoise, tout en lançant l'initiative *Atmanirbhar bharat* (« Inde autosuffisante ») pour renforcer l'autonomie économique du pays à plus long terme. Mais l'Inde rencontre des difficultés à diversifier ses sources d'approvisionnement et à stimuler son industrie locale.

22. A. Paul, « Rapport sur l'impact des produits chinois sur l'industrie indienne », Comité permanent, PRS Legislative Research, 31 juillet 2018.

23. Entretien avec un ancien haut diplomate du ministère indien des Affaires extérieures, décembre 2024, Maharashtra, Inde.

La mise en place de mesures économiques défensives

Pour mieux contrôler les investissements chinois, le gouvernement indien a durci les règles d'investissements en provenance des « pays voisins » dès le mois d'avril 2020. Depuis cette révision, les propositions d'investissement des entreprises chinoises doivent faire l'objet d'une approbation préalable du gouvernement²⁴.

En outre, depuis juin 2020, plusieurs vagues de bannissement successives ont été imposées aux applications numériques chinoises, au prétexte que certaines pourraient « voler et transmettre clandestinement des données [des citoyens indiens] à des serveurs hors d'Inde²⁵ ». Près de 550 applications chinoises (dont TikTok et WeChat) ont ainsi été retirées du marché indien entre 2020 et 2023²⁶.

Le secteur des télécommunications a fait l'objet d'une vigilance particulière avec l'approbation le 16 décembre 2020 d'une directive de sécurité nationale qui prévoit que les fournisseurs de services de télécommunications soient tenus de connecter à leurs réseaux uniquement des appareils « de confiance », tels que désignés par le coordonnateur national de la cybersécurité²⁷. En mai 2021, le ministère des Communication a exclu ZTE et Huawei de son futur réseau 5G et des réflexions sont en cours pour remplacer les équipements chinois déjà présents dans les réseaux indiens²⁸. Le gouvernement indien a également exercé d'importantes pressions sur les marques chinoises de smartphones (Vivo, Oppo), en les accusant d'évasion fiscale et de blanchiment d'argent²⁹.

Les entreprises chinoises ont par ailleurs vu leur accès au marché indien restreint. À partir de la mi-2020, les candidats aux appels d'offres publics ont dû préciser l'origine de leurs produits, une mesure visant en réalité à exclure les produits chinois des marchés publics. En décembre 2020, l'entreprise ferroviaire chinoise CRRC a ainsi été disqualifiée d'un appel d'offres d'une valeur de 21,6 milliards de dollars pour la fabrication de 44 trains. Quelques mois plus tôt, les entreprises chinoises avaient déjà été évincées des projets nationaux d'infrastructures autoroutières.

24. « Note de presse n° 3 », ministère du Commerce et de l'Industrie indien, département de la Promotion de l'Industrie et du Commerce intérieur, 17 avril 2020, disponible sur : <https://dpiit.gov.in>.

25. « Government Bans 59 Mobile Apps which are Prejudicial to Sovereignty and Integrity of India, Defence of India, Security of State and Public Order », communiqué de presse du ministère de l'Électronique et des Technologies de l'Information, 29 juin 2020, disponible sur : <https://pib.gov.in>.

26. J. Sherman, « The Problem with India's App Bans », Atlantic Council, 27 mars 2023.

27. « Launch of the "Trusted Telecom Portal" for implementation of the National Security Directive on Telecommunication Sector », secrétariat du Bureau de sécurité nationale, juin 2021, disponible sur : <https://dot.gov.in>.

28. Communiqué du ministère des Communications, 29 juin 2020, disponible sur : <https://pib.gov.in>.

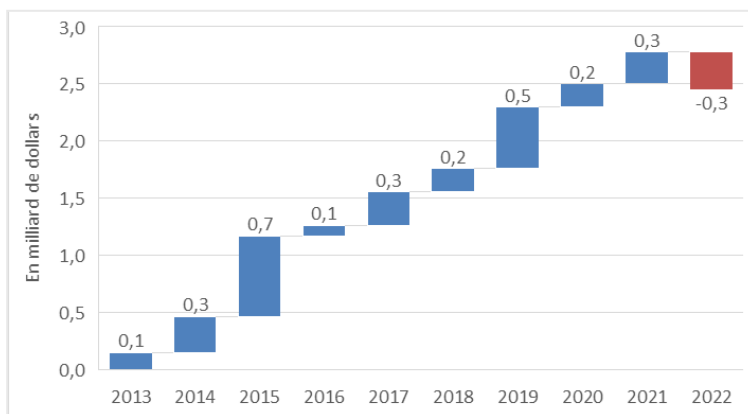
29. D. D'Cruze, « Chinese Smartphone Companies under Scrutiny in India: Oppo, Vivo to make Big Changes for Compliance », *Business Today*, 11 mars 2024, disponible sur : www.businesstoday.in.

Enfin, depuis 2020, le gouvernement indien a drastiquement restreint l'octroi de visas d'affaires aux ressortissants chinois, impactant toute l'industrie indienne. Les fournisseurs chinois ne peuvent plus se rendre en Inde, tout comme les techniciens et les ingénieurs chinois qui assuraient directement la maintenance des équipements utilisés par les industriels indiens.

Des retombées négatives pour l'économie indienne

La loi sur le contrôle des investissements a mis un coup d'arrêt aux investissements chinois, qui seraient passés de 4,8 milliards de dollars en 2019 à 100 millions de dollars en 2020, avant de tomber à zéro en 2021³⁰. Les données du ministère chinois du Commerce révèlent pour leur part un retrait des investisseurs chinois du marché indien en 2022 (cf. Graphique 2).

Graphique 2 : évolution des investissements chinois en Inde



Source : ministère du Commerce de la République populaire de Chine, données consolidées par l'autrice.

Dans le secteur de la tech, Alibaba et, dans une moindre mesure, Tencent³¹ ont fortement réduit leur participation dans les start-ups indiennes à partir de 2020. Pour autant le secteur n'a pas vraiment été affecté par le retrait chinois, d'autres investisseurs, principalement américains et indiens, ayant rapidement comblé ce vide. L'américain Walmart a par exemple racheté à Tencent 77 % de ses parts dans le géant du commerce en ligne Flipkart. Ce changement d'actionnariat, particulièrement fluide, montre que la tech indienne est devenue plus attractive au cours de ces dernières années. De plus, le marché local du capital-risque se développe rapidement. On peut citer le rachat en 2021

30. « China Global Investment Tracker », *op. cit.*

31. Depuis 2020, Tencent a fortement réduit la voilure de ses investissements sans les arrêter pour autant, en témoignent ses financements à PhoneBe, Cars24 et ShareShat en 2021, et à Byju's en 2022.

par le conglomérat Tata des parts d'Alibaba dans Big Basket, un des leaders du commerce en ligne en Inde.

En revanche, plusieurs projets d'investissements dans des secteurs clés (automobile, électronique, smartphones) ont été suspendus, voire abandonnés. La proposition d'investissement de BYD d'un montant d'un milliard de dollars pour construire des usines de véhicules électriques en Inde a par exemple été rejetée. Au total, près de deux investissements chinois sur trois seraient à ce jour retoqués³², alors même que l'Inde peine à attirer les investisseurs étrangers³³.

Dans l'ensemble, les entreprises chinoises se plaignent d'être soumises depuis 2020 à des traitements discriminatoires. Selon la Chambre de commerce chinoise en Inde, au moins 500 d'entre elles auraient subi des inspections du ministère indien des Finances³⁴ ou d'un autre organisme. La Chambre considère d'ailleurs qu'il s'agit de « la plus grande crise systémique [...] à laquelle les entreprises chinoises ont été confrontées depuis leur entrée en Inde ». Selon la chercheuse Antara Ghosal Singh, qui s'appuie sur des sources chinoises, l'Inde comptait, fin 2019, plus de 1 000 entreprises financées par des capitaux chinois³⁵. Ce nombre a chuté à 700 en octobre 2021 et à 300 en février 2024³⁶. Dans ce contexte difficile, les entreprises chinoises mettent en avant leur contribution à l'emploi en Inde, un enjeu majeur face aux faibles opportunités d'emploi disponibles pour les douze millions de jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail. Elles affirment avoir fourni près d'un million d'emplois depuis leur entrée sur le marché indien³⁷ et soulignent le risque que fait peser leur éviction sur le marché du travail local.

La mise en place de mesures défensives depuis 2020 a freiné le développement de certaines industries locales, notamment l'électronique. L'exemple d'Apple illustre bien ce phénomène. Souhaitant déplacer une partie de sa production d'iPhones de Chine vers l'Inde, le groupe américain, qui fabrique désormais 14 % de sa production mondiale d'iPhone en Inde, ambitionne d'augmenter cette part à 25 % d'ici 2027. En l'absence d'un écosystème local adapté pour la production de smartphones, Apple a dû s'appuyer sur ses fournisseurs chinois (Yuto, Ly

32. Entretien conduit avec un cabinet de conseil indien spécialisé dans l'accompagnement d'investisseurs étrangers, Bombay, septembre 2024.

33. Les investissements directs étrangers en Inde ont fortement chuté ces deux dernières années passant de 39 Mds de dollars en 2021 à 28 Mds de dollars en 2022 puis à 10 Mds en 2023.

34. « Report on the Development of Chinese Enterprises in India (2021-2022) », *op. cit.*

35. Les entreprises chinoises sont particulièrement bien représentées dans les secteurs de la téléphonie mobile, de l'automobile (SAIC), des équipements électriques (China Dongfang Electric Group, Shanghai, et Harbin Electric Group) et des EnR (JA Solar, GCL Integrated, Risen Energy, Longi, and Chint).

36. A. Singh, « To Stay or To Go: Decoding Chinese Enterprises India Dilemma », Observer Research Foundation, mai 2024.

37. « Report on the Development of Chinese Enterprises in India (2021-2022) », *op. cit.*

iTech, BYD Electronics, Sunwoda). Mais les restrictions imposées depuis 2020, notamment sur les visas et les investissements chinois, ont retardé l'arrivée de ces fournisseurs en Inde, ralentissant l'expansion d'Apple dans le pays. Selon l'Association indienne des produits électroniques, le conflit frontalier avec la Chine a entraîné une réduction de la production du secteur d'environ 15 milliards de dollars entre 2020 et 2023, ainsi qu'une perte de 100 000 emplois³⁸.

Atmanirbhar Bharat : l'autosuffisance, un concept réinventé face aux nouvelles crises

Le concept d'autonomie économique n'est pas nouveau dans la politique indienne. Au début du XX^e siècle, le mouvement économique *swadeshi* (expression signifiant « provenant de son propre pays » en hindi) faisait la promotion de l'autosuffisance et de la réduction des dépendances, en particulier aux produits de la couronne britannique. Ce concept a eu une influence majeure sur la pensée économique et politique indienne, bien qu'il ait évolué au fil du temps. Près de soixante-dix ans plus tard, le programme *Make in India* lancé par Narendra Modi à son arrivée au pouvoir s'inscrit dans la même logique, dans un contexte d'ouverture économique et de promotion de l'industrie locale auprès des investisseurs étrangers. Ce programme accorde une place centrale au secteur de la défense, mais s'étend à une quinzaine d'autres secteurs.

À ce programme s'ajoutent les « programmes d'incitation liés à la production » (*Production-linked incentives schemes*, PLI) lancés en mars 2020 pour encourager la production de biens stratégiques sur le territoire national par l'octroi de subventions. Dans un premier temps, trois secteurs, fortement dépendants aux importations chinoises, sont visés : les téléphones mobiles, les composants électroniques et les appareils médicaux.

Le 12 mai 2020, en pleine crise de Covid-19, Narendra Modi est allé encore plus loin et en lançant le concept d'*Atmanirbhar Bharat* (Inde autosuffisante), qui vise à rendre l'Inde plus autonome en renforçant ses capacités de production locales. Ce concept, qui englobe les programmes *Make in India* et les trois PLI précédemment cités, repose sur cinq piliers : stimuler la croissance économique, développer des infrastructures modernes, améliorer le climat des affaires, exploiter le potentiel humain de l'Inde en développant des compétences dans les domaines technologiques et industriels, et encourager la demande intérieure³⁹. L'initiative bénéficie d'un budget de 260 milliards de dollars, réparti sur plusieurs secteurs clés

38. S. Srivastava, « India Wants to Give Chinese Visas Quickly to Help its Own Business », *The Economic Times*, 17 juillet 2024, disponible sur : economictimes.indiatimes.com.

39. Discours du Premier ministre Modi à la nation du 12 mai 2020, disponible ici : www.pmindia.gov.in.

tels que la santé, l'agriculture, le soutien aux PME, l'industrie et les infrastructures. Mais les fonds sont alloués à différents programmes avec une mise en œuvre progressive sur plusieurs années, ce qui complique l'évaluation de son impact.

Quelques mois après les incidents de Galwan, l'initiative *Atmanirbhar Bharat* a été élargie avec l'extension du programme PLI à de nouveaux secteurs, annoncés entre décembre 2021 et juillet 2021. Ces nouveaux secteurs correspondent à ceux où les dépendances vis-à-vis de la Chine sont les plus fortes, à savoir les médicaments, les télécommunications, les produits alimentaires, les drones, l'automobile, les panneaux solaires, les batteries, le textile, l'électroménager et l'acier. Les entreprises chinoises sont exclues de ces programmes.

La difficile industrialisation de l'Inde

Malgré ces initiatives, l'Inde peine à réduire sa dépendance commerciale à la Chine, qui s'est encore aggravée de 12 milliards de dollars entre 2021 et 2023⁴⁰. Cependant, en valeur relative, la proportion des importations chinoises dans les importations totales de l'Inde régresse, passant de 16,5 % en 2020 à 15 % en 2023⁴¹.

L'exercice de réduction des dépendances vis-à-vis de la Chine est rendu complexe par la présence dominante des entreprises chinoises dans les chaînes de valeur stratégiques et par le manque d'alternatives locales pour certains produits essentiels. Les autorités ont par exemple dû annuler la hausse de 40 % des droits d'importation sur les panneaux solaires instaurée en octobre 2022, à défaut d'alternatives locales ou de produits compétitifs en termes de tarifs à l'international. Cet exemple illustre le difficile décollage de l'industrie indienne, malgré des politiques volontaristes.

Bien que les exportations indiennes aient doublé depuis le lancement du programme *Make in India*⁴² il y a dix ans, la part de l'industrie manufacturière dans le PIB reste stagnante à 15-16 %, bien en dessous de l'objectif de 25 % fixé pour 2022, maintenant repoussé à 2025. La stratégie du *Make in India* réussit surtout dans les secteurs étroitement liés à la commande publique, comme la défense, où les entreprises étrangères doivent de plus en plus céder des transferts de technologies pour rester compétitives⁴³. Dans les autres cas, elle peine à atteindre les résultats escomptés, les secteurs jugés prioritaires par le gouvernement

40. L'année n correspond à l'année budgétaire indienne qui s'étend du 1^{er} avril au 31 mars de l'année n+1.

41. Ministère du Commerce et de l'Industrie indien, *op. cit.*

42. Selon les données issues du *World Integrated Trade Solution* de la Banque mondiale, un logiciel rassemblant plusieurs bases de données sur le commerce international.

43. J. Bachelier et M. Levaillant, « L'Inde, un partenaire incontournable pour la France dans l'Indo-Pacifique ? », *Focus stratégique*, n° 120, Ifri, juillet 2024.

indien étant principalement des secteurs à forte intensité technologique, encore peu compatibles avec la réalité du tissu industriel.

Au-delà de sa faible intégration dans les chaînes de valeur globales, plusieurs facteurs structurels freinent la dynamique d'industrialisation de l'Inde. D'abord, la faible qualité de sa main-d'œuvre dont seulement 2 % dispose d'une certification de compétences, contre 96 % en Corée du Sud et 80 % au Japon⁴⁴. De plus, l'Inde qui appliquait déjà des droits de douane parmi les plus élevés des économies émergentes, les a relevés de 13 % à 18 % entre 2016 et 2022. C'est là tout le paradoxe du modèle économique indien, qui cherche à attirer les investisseurs étrangers tout en durcissant ses mesures protectionnistes.

À la recherche de partenaires alternatifs : l'Inde élargit ses horizons

Face au concurrent chinois, l'Inde dispose d'un large réseau de partenaires, développé au fil du temps grâce à sa politique de multi-alignement. Ses partenaires, choisis « sur la base des intérêts et non des sentiments ou des préjugés⁴⁵ », lui permettent aujourd'hui de diversifier ses chaînes d'approvisionnement et de développer son industrie en captant investissements et savoirs faire. Cependant, ces investissements demeurent insuffisants pour permettre un véritable décollage industriel, ce qui pousse certains à remettre en question la stratégie économique à adopter face à la Chine, plaidant pour une ouverture accrue.

La résilience des chaînes d'approvisionnement : un nouveau pilier de la coopération indopacifique

L'Inde partage avec de nombreux pays occidentaux et asiatiques la volonté de réduire ses dépendances aux chaînes de valeurs chinoises. La sécurité économique est donc naturellement devenue un enjeu central dans la coopération entre l'Inde et ses partenaires occidentaux. Le Dialogue quadrilatéral pour la sécurité (Quad) et l'*Indo-Pacific Economic Framework* (IPEF) sont des plateformes privilégiées pour évoquer ces sujets.

En mai 2023, les pays de l'IPEF, un vaste partenariat économique lancé en 2022 à l'initiative des États-Unis et rassemblant quatorze pays, ont conclu leur premier accord autour du pilier « chaînes

44. « National Skill Development Mission : A Framework for Implementation », gouvernement indien, 15 juillet 2015, disponible ici : <https://msde.gov.in>.

45. S. Jaishankar, *Why Bharat Matters*, op.cit.

d'approvisionnement »⁴⁶. Cet accord a été présenté comme le « premier accord multinational visant à renforcer la résilience et la connectivité des chaînes d'approvisionnement⁴⁷ ».

Lors du sommet de mars 2023, les membres du Quad (États-Unis, Japon, Australie et Inde) ont élargi leur collaboration aux enjeux de la transition énergétique et des technologies critiques, comme les semi-conducteurs, l'intelligence artificielle (IA) et les énergies renouvelables. Un projet emblématique de cette coopération est la construction d'une usine de panneaux solaires de 3,3 GW en Inde, inaugurée en janvier 2024, soutenue par un financement américain. L'usine produit des panneaux solaires à partir de tellure de cadmium, ce qui lui permet de ne pas dépendre des chaînes d'approvisionnement chinoises pour le silicium⁴⁸.

Pour l'Inde, cette convergence d'intérêt avec ses partenaires ouvre aussi de nouvelles opportunités en lui permettant de se positionner comme une alternative à la Chine en tant que *hub* manufacturier, en attirant des multinationales dans le cadre du « China+1 ». Ce terme désigne une stratégie adoptée par les entreprises internationales pour diversifier leur production en dehors de la Chine, en s'implantant dans au moins un autre pays afin de réduire les risques liés à une dépendance exclusive à la Chine.

Les minerais critiques, au cœur de nouveaux partenariats stratégiques

L'Inde a aussi intensifié la coopération sur les minerais critiques avec ses partenaires du Quad, et en particulier avec l'Australie. Riche en ressources minières, l'Australie mise sur les besoins croissants de l'industrie indienne et a identifié dès juin 2021 huit minerais critiques « mutuellement importants », pour lesquels elle souhaite se positionner comme fournisseur privilégié de l'Inde⁴⁹. Les deux pays ont signé un accord bilatéral de libre-échange qui, depuis son entrée en vigueur le 29 décembre 2022, a permis de lever tous les droits de douane sur les minerais critiques en provenance d'Australie.

Elle a également rejoint en juin 2023 une initiative plus large menée par les États-Unis, le Partenariat pour la sécurité des minéraux, qui regroupe quatorze pays. Le gouvernement indien a créé en 2019 une

46. L'IPEF repose sur quatre piliers (i) commerce, (ii) résilience des chaînes de valeur, (iii) énergies propres, décarbonation et infrastructure et (iv) fiscalité et anti-corruption.

47. Accord du Cadre économique indopacifique pour la prospérité concernant la résilience des chaînes d'approvisionnement, signé le 13 novembre 2023, disponible ici : www.mofa.go.jp.

48. Communiqué de la US International Development Finance Corporation, 11 janvier 2024, disponible sur : www.dfc.gov. LA DFC a également octroyé 425 millions de dollars pour la construction d'une nouvelle usine de fabrication de cellules et de modules solaires de 4,3 GW de Tata Power au Tamil Nadu.

49. « Unlocking Australia-India Critical Minerals Partnership Potential », Commission australienne du commerce et de l'investissement et Australia India Business Exchange, juillet 2021.

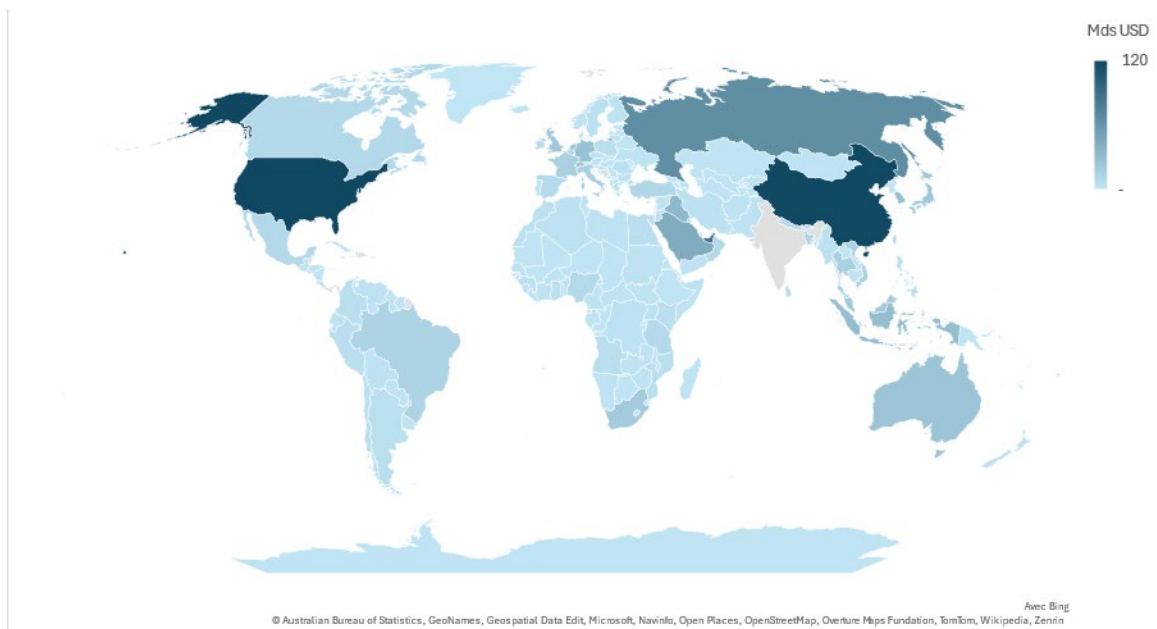
entreprise publique dédiée, Khanjij Bidesh Private Ltd. (KABIL), pour identifier et acquérir des ressources minérales à l'étranger, en particulier le lithium, le cobalt et des terres rares. En 2024, KABIL a signé plusieurs accords stratégiques : un contrat d'exploration pour cinq blocs de lithium en Argentine, un protocole d'accord avec le Critical Mineral Office australien pour des investissements conjoints dans des mines de lithium et de cobalt en Australie, et un accord de non-divulgence avec l'ENAMI, une entreprise publique chilienne, pour explorer des blocs de lithium.

L'Inde cherche aussi à développer ses propres ressources, n'ayant à ce jour qu'une faible connaissance de ses sols. En février 2023, elle a annoncé avoir découvert des réserves de lithium de 5,9 Mt dans le Jammu-Cachemire, ce qui ferait de l'Inde la cinquième réserve au monde de lithium. Mais l'exploitation du site, situé au cœur d'une région traversée par de fortes tensions géopolitiques, n'a pu être lancée, faute d'investisseurs.

De nouveaux partenaires commerciaux

Après les incidents de Galwan, l'Inde a intensifié ses efforts pour diversifier ses partenaires commerciaux. Elle a progressivement assoupli sa position, traditionnellement prudente, concernant les accords commerciaux bilatéraux, en signant des accords avec l'île Maurice (2021), les Émirats arabes unis (2022), l'Australie (2022) et l'Association européenne de libre-échange (2024) qui comprend la Suisse, le Liechtenstein, la Norvège et l'Islande. Des projets d'accord sont également en discussion avec l'Union européenne (UE) et le Royaume-Uni. En particulier, le commerce avec les pays du Golfe est en plein essor (*cf.* graphique 3). Les échanges commerciaux avec les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite ont doublé en quatre ans (2020-2024). Le commerce avec la Russie a aussi connu une nette expansion sur la période, progressant de 8 à 65 milliards de dollars, principalement en raison de l'augmentation des importations indiennes de pétrole russe. L'Inde a bénéficié de tarifs préférentiels sur les hydrocarbures, la Russie cherchant à écouler son pétrole auprès de nouveaux acheteurs en raison des sanctions internationales.

Graphique 3 : les échanges commerciaux de l'Inde avec le reste du monde



Source : Government of India, Ministry of Commerce and Industry, Department of Commerce, données consolidées par l'autrice.

Une coopération technologique renforcée avec ses principaux partenaires économiques

L'Inde cherche également à renforcer sa coopération technologique avec ses principaux partenaires. Elle vise principalement des transferts de technologies pour ses secteurs clés, afin de stimuler son développement industriel. En matière de défense, l'Inde cherche aussi à diversifier ses sources d'approvisionnement en armements pour réduire sa dépendance à la Russie, qui a longtemps été son principal fournisseur, représentant 65 % de ses importations d'armements au cours des vingt dernières années⁵⁰, tout en restant un partenaire stratégique important.

La France figure parmi les premiers pays à avoir consenti des transferts de technologies majeurs. Elle continue à renforcer ses positions dans les secteurs de la défense et du spatial, qui sont des piliers du partenariat stratégique bilatéral avec l'Inde, acté en 1998. Elle est désormais le second fournisseur d'armement de l'Inde, après la Russie, bénéficiant largement de la politique de diversification de ses fournisseurs. Ces contrats incluent de plus en plus d'exigences de production locale, dans le cadre du programme *Make in India*. La livraison du dernier sous-marin Scorpène le 9 janvier 2025, assemblé sur le chantier naval de Mazagon Dock Shipbuilder Limited (MDL), marque un succès majeur pour

50. « India's Faustian Pact with Russia is Strengthening », *The Economist*, 13 janvier 2025, disponible sur : www.economist.com.

l'indigénisation des capacités de défense indiennes, avec un transfert de technologies important de Naval Group. Ce partenariat se poursuit avec l'annonce, en juillet 2023, de l'acquisition de trois sous-marins Scorpène supplémentaires ainsi que de 26 Rafale Marine pour le porte-avions INS Vikrant.

La coopération technologique et de défense entre l'Inde et les États-Unis, qui n'a cessé de progresser depuis la signature de l'accord nucléaire civil de 2008, a connu un développement sans précédent ces dernières années. Elle illustre l'importance croissante de la notion de *friendshoring* dans la politique étrangère des États-Unis, visant à renforcer les liens économiques avec leurs alliés et partenaires pour contrer l'influence de la Chine⁵¹. Poussés par l'ambition de voir l'Inde faire contrepoids à la Chine en Asie et de garantir la sécurité de l'océan Indien, les Américains ont lancé en janvier 2023 l'Initiative pour les technologies critiques et émergentes (iCET). L'objectif est de faciliter le codéveloppement et la coproduction de technologies critiques et émergentes, en connectant les écosystèmes d'innovation respectifs. Les secteurs visés sont l'IA, le quantique, les télécommunications, l'espace, la biotechnologie, les semi-conducteurs, les nouvelles technologies de défense et la biotechnologie. Concrètement, cette collaboration s'est traduite par l'investissement de Micron dans une usine de semi-conducteurs dans l'État du Gujarat et par l'intensification des liens de défense, incluant la vente de drones armés MQ-9B en février 2024 et la coproduction, en Inde, du Stryker, un véhicule blindé de combat d'infanterie.

Ce modèle de coopération qui place la technologie au cœur du partenariat a été suivi par le Royaume-Uni, qui a proposé en juillet 2024 l'Initiative de sécurité technologique entre le Royaume-Uni et l'Inde, qui couvre les télécommunications, les minerais critiques, les semi-conducteurs, l'IA, le quantique, les biotechnologies et les matériaux avancés.

La relation avec le Japon, élevée en 2014 au statut de « partenaire stratégique spécial et mondial », est également ancienne. Le Japon participe à des projets d'infrastructures majeurs, dont le premier projet de ligne ferroviaire à grande vitesse entre Ahmedabad et Bombay, financé par un prêt japonais de 12 milliards de dollars. En mars 2022, les deux pays ont signé un partenariat dans le secteur des énergies propres et un protocole d'accord sur les semi-conducteurs a été conclu en juillet 2023.

Taiwan et Israël ont progressivement su s'imposer comme des interlocuteurs clés pour l'Inde, respectivement dans les domaines des semi-conducteurs et de la défense. En mars 2024, le conglomérat Tata a annoncé

51. T. Gomart et S. Jean, « Découplage impossible, coopération improbable. Les interdépendances économiques à l'épreuve des rivalités de puissance », *Études de l'Ifri*, Ifri, 2 novembre 2023.

son partenariat avec le taiwanais PMSC⁵² pour la construction d'une usine de production de semi-conducteurs de 11 milliards de dollars. Israël fournit des technologies de défense de haute qualité, qui incluent des systèmes de missiles, des drones et des technologies liées à la surveillance et à la cybersécurité. L'Inde est le premier client pour l'armement d'Israël, avec 37 % de ses exportations d'armements⁵³ entre 2019 et 2023.

Depuis le début des années 2020, l'Inde s'efforce de renforcer ses liens avec l'UE, un de ses principaux partenaires commerciaux. Le lancement en 2022 du Conseil du commerce et des technologies (TTC) constitue une étape clé dans le renforcement de leur partenariat stratégique, mettant l'accent sur l'innovation technologique, avec trois axes de travail : les technologies numériques et stratégiques, les technologies vertes et le commerce, l'investissement et la résilience des chaînes d'approvisionnement. Le TTC inclut la question des normes et des standards, en particulier concernant les données. Delhi traite aussi directement avec les États membres. Si Paris demeure l'interlocuteur privilégié, l'Inde cultive de plus en plus ses relations avec d'autres capitales européennes, en particulier Berlin et Rome. Lors de la visite du Premier ministre indien à Berlin en mai 2022, l'Allemagne a promis 10 milliards d'euros pour soutenir la transition énergétique de l'Inde. L'objectif de l'Allemagne est de favoriser l'émergence d'une filière indienne de l'hydrogène vert, dont elle pourrait à terme bénéficier pour ses approvisionnements énergétiques.

La stratégie partenariale de l'Inde : un succès en demi-teinte

Les retombées de cette stratégie partenariale restent en deçà des attentes indiennes. L'Inde peine encore à attirer des investissements directs étrangers (IDE). Les IDE à destination de l'Inde ont d'ailleurs chuté ces quatre dernières années, passant de 44 milliards de dollars en 2019 à 10 milliards en 2023⁵⁴. Bien que certaines multinationales, principalement américaines comme Apple, aient décidé d'accroître leur présence en Inde, le phénomène demeure encore trop limité pour en déduire une tendance de fond.

La Chine reste encore nettement plus attractive pour les IDE américains (*cf.* graphique 4). En moyenne, sur les cinq dernières années, elle a attiré près de trois fois plus d'investissements américains que l'Inde.

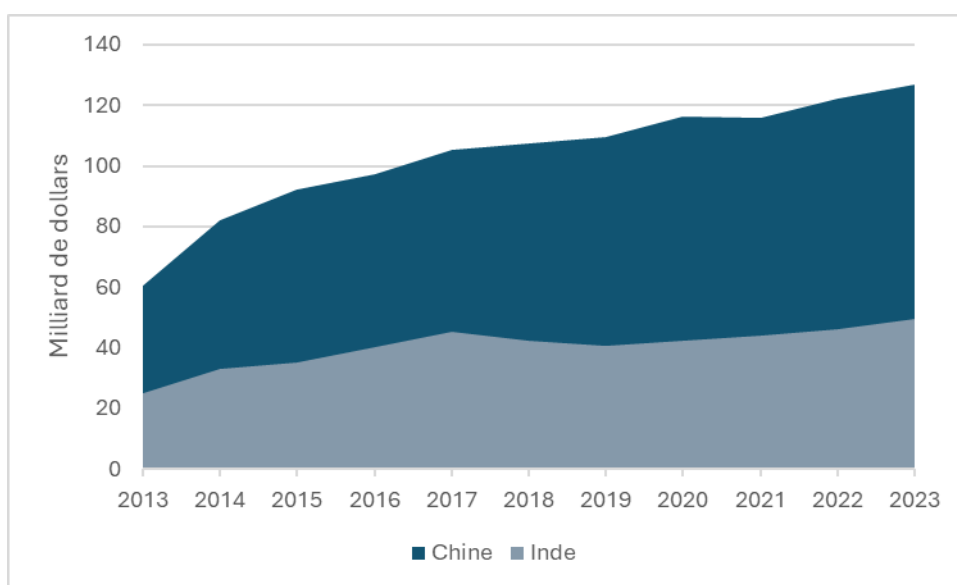
52. PMSC produit des puces adaptées aux besoins des marchés grand public et des applications industrielles, contrairement à son concurrent TSMC qui produit des puces hautes de gamme destinées à des technologies avancées.

53. P. Wezeman, K. Djokic, *et al.*, « Trends in International Arms Transfers, 2023 », Stockholm International Peace Research Institute, 2023, p. 2.

54. L'année n correspond à l'année budgétaire indienne qui s'étend du 1^{er} avril au 31 mars de l'année n+1.

Par ailleurs, les entreprises qui cherchent à redéployer leurs capitaux hors de Chine préfèrent encore s'orienter vers les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ou vers le Mexique, des espaces économiques mieux intégrés aux chaînes de valeur mondiales et plus ouverts aux investissements étrangers. L'Inde, quant à elle, reste largement marginale dans ces chaînes de valeur mondiales. Sa part dans le commerce mondial stagne sur les cinq dernières années, à environ 2 %, alors que celle de Chine a progressé sur la période, de 13 à 14 %⁵⁵.

Graphique 4 : évolution comparée du stock d'investissements américains en Chine et en Inde



Source : Bureau of Economic Analysis, département du Commerce américain, données consolidées par l'auteurice.

En conséquence, les retombées technologiques restent également limitées. Les récents accords conclus avec les pays partenaires mentionnés précédemment consistent souvent en des investissements dans des usines d'assemblage, ce qui pourrait, paradoxalement, entraîner l'augmentation des importations de biens intermédiaires chinois, renforçant ainsi la dépendance de l'Inde à la Chine. C'est pourquoi, pour tirer pleinement parti de la stratégie « China+1 », l'Inde cherche à développer des filières locales et à renforcer ses capacités industrielles en captant les savoir-faire nécessaires, comme en témoignent les progrès dans l'augmentation du nombre de fournisseurs indiens d'Apple. Quatorze sont aujourd'hui indiens – sur les 188 fournisseurs que compte Apple –, contre seulement quatre en 2017.

55. Calculs réalisés par l'auteurice à partir des données fournies par l'Organisation mondiale du commerce.

Faut-il coopérer davantage avec le rival chinois ? un débat stratégique en Inde

Le bilan en demi-teinte de la stratégie de sécurité économique menée par l'Inde depuis 2020 pousse certains experts à remettre en question sa politique de restrictions envers les investissements chinois. Dans un rapport du ministère indien des Finances publié en juillet 2024, l'économiste en chef du gouvernement V. Anantha Nageswaran estimait que :

« Pour dynamiser son industrie manufacturière et intégrer l'Inde aux chaînes d'approvisionnement mondiale, il est inévitable que l'Inde se connecte aux chaînes d'approvisionnement chinoises. L'Inde doit décider si elle souhaite le faire en se reposant uniquement sur les importations ou en partie grâce aux investissements chinois.⁵⁶ »

Selon lui, l'Inde doit trouver un équilibre entre l'importation de biens ou de capital, à l'instar du Brésil et de la Turquie qui ont augmenté l'importation de véhicules électriques chinois tout en incitant les producteurs chinois à s'implanter localement. Bien que cette proposition ait été rejetée par le ministre du Commerce Piyush Goyal, qui a affirmé « qu'il n'y [avait] actuellement aucune réflexion en cours pour soutenir les investissements chinois dans le pays⁵⁷ », elle a permis d'ouvrir le débat sur un sujet particulièrement sensible dans la sphère politique indienne.

La question suscite des dissensions au sein du BJP, le parti au pouvoir, qui ne veut pas prendre le risque de voir son image affectée par une politique d'ouverture à la Chine. Au sein du Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), une organisation ultranationaliste hindoue proche du BJP, les représentants de la Swadeshi Jagran Manch, son bras économique, défendent une politique protectionniste forte vis-à-vis de la Chine, qui se traduirait par une hausse massive des taxes sur les biens chinois.

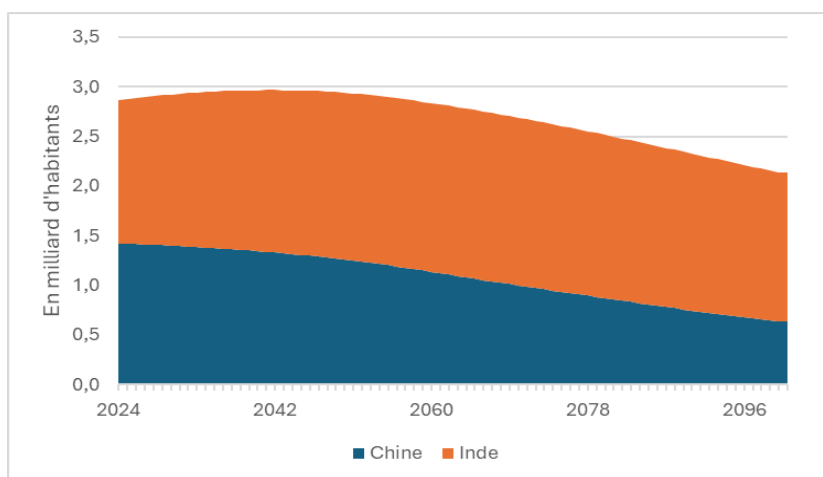
Ces derniers mois, si le gouvernement avance prudemment sur le sujet, il semble s'éloigner de cette ligne et s'orienter au contraire vers une plus grande ouverture aux investissements chinois. En mars 2024, les autorités indiennes ont par exemple lancé une nouvelle initiative visant à réduire les droits d'importation à 15 % sur les véhicules électriques (contre 60-100 % aujourd'hui), à condition que l'importateur s'engage à investir au moins 500 millions de dollars dans une unité de production locale, avec un objectif de 25 % de part locale après trois ans puis 50 % après cinq ans.

56. « Enquête économique 2023-24 », ministère des Finances, département des Affaires économiques, juillet 2024.

57. « No Review of Policy on Chinese FDI: Goyal », *Financial Express*, 31 juillet 2024, disponible sur : www.financialexpress.com.

Vu de Pékin, le marché indien, qui, avec 1,45 milliard d'habitants, dépasse depuis peu le marché chinois, reste d'intérêt ; par sa taille, ce serait le plus à même d'assurer un débouché aux surcapacités chinoises, dans un contexte marqué par le ralentissement de la demande intérieure et par la multiplication des mesures protectionnistes prises par les marchés occidentaux (États-Unis, Europe). Ces dynamiques démographiques sont d'autant plus favorables au marché indien que la population chinoise est désormais décroissante. D'ici la fin du siècle, il y aura 520 millions d'Indiens de plus que de Chinois⁵⁸ (cf. graphique 5).

Graphique 5 : projections comparées des populations indienne et chinoise à horizon 2100



Source : United Nations, United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division, *World Population Prospects 2024*, données consolidées par l'auteurice.

Dans l'hypothèse d'une réouverture du marché indien aux investissements chinois, la Chine pourrait néanmoins faire preuve de prudence et ne transférer qu'un nombre limité d'unités d'assemblage. Cela lui permettrait d'accéder au marché indien tout en continuant à écouler ses produits fabriqués en Chine. Pour Pékin, l'enjeu est également de préserver ses emplois locaux, d'éviter de renforcer la crédibilité de l'initiative *Make in India* et de ne pas favoriser l'ascension de l'Inde comme un nouveau pôle de puissance en Asie. Néanmoins, une coopération industrielle accrue permettrait à la Chine d'éviter l'émergence d'un modèle de coopération industrielle États-Unis-Europe-Inde, qui pourrait la mettre à l'écart.

Les marges de manœuvre de l'Inde pour convaincre la Chine d'investir des capitaux apportant une réelle valeur ajoutée à son développement, notamment en matière d'emplois et de transferts de technologie, sont limitées. Le rapport demeure largement en faveur de la Chine, avec un PIB cinq fois supérieur à celui de l'Inde. Si la forte

58. Projections réalisées par les Nations unies, division Population, département des Affaires économiques et sociales, 2024.

croissance indienne – qui contraste avec le ralentissement de l'économie chinoise – devrait réduire cet écart (de 1 à 4 d'ici la fin de la décennie), le différentiel de puissance économique demeurera substantiel.

Face aux pressions des milieux d'affaires, l'Inde a d'ores et déjà assoupli sa politique d'octroi de visas aux travailleurs chinois. Les investissements chinois se poursuivent mais dans des formats qui se font de plus en plus discrets, à l'image du géant chinois de la vente en ligne de vêtements Shein qui, après plusieurs mois de négociations, a consenti fin 2024 à céder le contrôle total de ses opérations indiennes – ainsi que les données de ses clients indiens – à son partenaire local, Reliance Retail. Shein n'interviendra qu'en tant que partenaire technologique et son nom ne sera pas mis en avant.

Conclusion

À long terme, le succès de la stratégie de sécurité économique indienne face à la Chine dépendra de la capacité de l'Inde à lever les obstacles qui freinent son développement industriel, notamment le manque de compétences adaptées, des infrastructures insuffisantes, un environnement réglementaire complexe, un faible investissement en R&D, un fort protectionnisme commercial et une corruption persistante.

Mais l'Inde possède également des atouts majeurs pour renforcer sa souveraineté industrielle et économique. D'abord, elle dispose d'une main-d'œuvre jeune et abondante, qui continuera de croître jusqu'en 2050, ce qui constitue un contraste frappant avec le déclin marqué de la population en âge de travailler en Chine.

Ensuite, elle bénéficie d'un réseau étendu et robuste de partenaires prêts à soutenir ses initiatives de développement. Enfin, l'Inde peut capitaliser sur les dynamiques géopolitiques actuelles. Le ralentissement économique de la Chine, couplé à la volonté de diversification de nombreuses multinationales – un processus qui pourrait s'intensifier avec le retour des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine sous la présidence de Donald Trump –, crée des conditions propices pour l'Inde de se positionner en alternative à la Chine.

Le gouvernement Modi n'est toutefois pas sans craindre l'imprévisibilité qui caractérise le président Trump. Delhi s'inquiète de la pérennité du partenariat sur les technologies critiques (iCET) signé sous Biden, redoutant que l'administration américaine, plus transactionnelle, n'impose des contreparties supplémentaires. C'est pourquoi le conseiller à la Sécurité nationale de Joe Biden, Jake Sullivan, a choisi Delhi pour son dernier voyage officiel. Envoyant ainsi un message à son successeur, il a souligné que l'Inde investissait désormais davantage aux États-Unis que la Chine et que les entreprises indiennes employaient 400 000 travailleurs américains, affirmant que les initiatives *Make in India* et *Made in America* sont complémentaires⁵⁹. L'Inde redoute aussi des pressions de Washington pour s'aligner davantage sur la ligne américaine, rendant difficile son rapport avec Pékin déjà complexe⁶⁰. Delhi veut avant tout préserver son indépendance dans la gestion du dossier chinois.

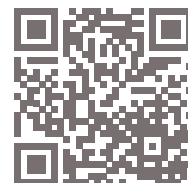
59. Discours de J. Sullivan, à l'IIT de Delhi, janvier 2025.

60. M. Julienne (dir.), « L'Indo-Pacifique face à Trump II. Dans l'étreinte brutale de l'oncle Sam », *Asie.Visions*, n° 144, Ifri, 20 janvier 2025.

Dans ce contexte incertain, l'atout de la France est d'avoir réussi à se positionner comme un partenaire de confiance pour l'Inde, avec qui elle partage avec une forte volonté de préserver son indépendance. En somme, cette conception de l'indépendance (et de l'autonomie), commune à l'Inde et à la France, est aux racines du partenariat indo-français. Le président François Mitterrand la résumait ainsi : « Si je fais le compte de ce qui nous rapproche, je vois un même goût, très vif, de l'indépendance nationale.⁶¹ »

La relation sino-indienne est l'un des rares exemples d'une forte dépendance économique, profondément asymétrique, entre deux nations dont les relations politiques sont marquées par un antagonisme profond. Modi et son gouvernement se retrouvent dans une position délicate, partagés entre une opinion publique hostile à la Chine et une pression militaire chinoise importante sur la LAC, tout en devant faire preuve de pragmatisme et de réalisme sur le plan économique. Alors que l'Inde et la Chine peinent à trouver un *modus vivendi* acceptable pour les deux parties, la poignée de main entre Xi Jinping et Narendra Modi lors du sommet de Kazan reflète à la fois des efforts diplomatiques prolongés et la reconnaissance de l'importance cruciale pour l'Inde de maintenir des relations économiques constructives avec son rival, afin de garantir sa propre stabilité économique.

61. Discours du président François Mitterrand à l'occasion de sa visite en Inde, prononcé le 1^{er} février 1989.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org